



## Regards sur l'économie allemande

Bulletin économique du CIRAC

66 | 2004  
Varia

---

# Le système bancaire allemand face à la mondialisation : vers la fin d'un modèle ?

Synthèse de la journée d'étude organisée le 12-03-2004 par le CIERA et le CIRAC à l'université de Cergy-Pontoise

Markus Gabel

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3846>

DOI : 10.4000/rea.3846

ISBN : 978-2-8218-0828-7

ISSN : 1965-0787

### Éditeur

CIRAC

### Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2004

Pagination : 5-8

ISSN : 1156-8992

### Référence électronique

Markus Gabel, « Le système bancaire allemand face à la mondialisation : vers la fin d'un modèle ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 66 | mai 2004, mis en ligne le 12 octobre 2009, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3846> ; DOI : 10.4000/rea.3846

---

# Le système bancaire allemand face à la mondialisation : vers la fin d'un modèle ?

Synthèse de la journée d'étude organisée le 12-03-2004 par le CIERA et le CIRAC à l'université de Cergy-Pontoise.

## Participants :

Florence ASTIER,  
Jean BACHÉLERIE,  
Gabriel COLLETIS,  
Markus GABEL,  
Norbert IRSCH,  
Eric JARJAT,  
Peter KONESNY,  
Hans-Helmut KOTZ,  
René LASSERRE.

*Son système bancaire stable et performant a prémuni l'Allemagne, 50 ans durant, contre les crises bancaires ou les allocations financières inefficaces. Mais le début du nouveau millénaire se caractérise par une dégradation de l'environnement bancaire et financier d'outre-Rhin, également ressentie par les assurances, traditionnellement très imbriquées avec le monde bancaire. L'éclatement de la bulle sur les marchés financiers, l'atonie de la croissance et des faillites record ont profondément affecté les bilans des banques. Ces problèmes surgissent à un moment où l'ensemble du modèle rhénan semble en perte de vitesse – simple effet conjoncturel ou évolutions significatives ?*

La rentabilité des fonds propres de l'ensemble du secteur s'est établie à seulement 4,38 % avant impôts en 2002. En 1998, elle se situait encore à 19,34 %. Quant au bénéfice par rapport au bilan, il n'a atteint que 1,5 ‰ en 2002. Les plus affectées sont les banques privées. Leurs résultats enregistrent également la plus grande volatilité du secteur avec même, en 2002, un passage dans le rouge. Mais si on laisse de côté les banques régionales, ce sont les caisses d'épargne et les banques mutualistes qui sont les plus rentables – actuellement, mais aussi à plus long terme. Ce sont donc les banques privées qui, avec les *Landesbanken*, tirent le secteur vers le bas. Plus actives dans la banque de marché et souffrant de la concurrence des secteurs publics et mutualistes dans la banque de détail, ces dernières sont également plus exposées aux aléas des marchés. Elles détiennent de larges portefeuilles de participation dans l'industrie allemande, mais en période de baisse, d'importantes provisions pour risque perturbent le résultat global. Les caisses d'épargne et les banques mutualistes, plus fidèles aux activités bancaires traditionnelles, c'est-à-dire la banque de détail et l'activité de crédit, tirent ainsi nettement mieux leur épingle du jeu.

Baisse des rendements dans tous les secteurs...

## Bénéfice annuel en ‰ du bilan depuis 1996 (avant impôts)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Toutes les banques	4,6	4,2	6,1	3,5	2,9	2,0	1,5
Banques privées (l'ensemble)	4,9	4,0	10,6	3,8	2,9	1,8	0,4
dont : Les 4 grandes *)	5,0	2,8	13,5	2,3	2,1	1,8	-1,2
Banques régionales et autres	4,8	5,1	7,4	7,4	4,7	1,8	4,2
<i>Landesbanken</i>	2,1	2,5	2,6	2,4	1,9	1,1	0,7
Caisses d'épargne	8,2	7,5	7,0	6,0	5,5	3,8	3,5
Banques mutualistes (caisses centrales)	4,3	3,3	7,2	1,6	3,6	1,3	1,4
Banques de crédit coopératif	7,6	6,5	5,7	4,8	4,0	3,5	4,4
Banques hypothécaires	3,3	2,9	3,1	2,4	0,9	1,8	1,4

Source : Deutsche Bundesbank. \*\*) Commerzbank, Deutsche Bank, Dresdner Bank, HypoVereinsbank.

La médiatisation du décrochage des quatre grandes banques privées dans les classements internationaux ont fait croire certains à un scénario à la japonaise. En effet, les similitudes entre le Japon et l'Allemagne sont nombreuses, comme le souligne Florence Astier. Les systèmes bancaires des deux pays se caractérisent par une grande fragmentation et une concurrence forte, assurant un

...mais sans l'intensité observée au Japon,...

financement par crédit bancaire sûr et peu cher. Tous deux des économies d'endettement avec des liens banque-industrie étroits, la RFA et le Japon ont été confrontés à des chocs macroéconomiques violents conduisant à la déflation au Japon et à une croissance sous-performante en Allemagne par rapport à la zone euro. Les deux pays purgent toujours les excès du surinvestissement des années 90. Autre parallélisme : dans les deux cas, la politique monétaire a été impuissante – volontariste, mais peu efficace au Japon, trop restrictive pour l'Allemagne. Cet environnement a largement fragilisé les banques, souffrant de créances douteuses et menacées de sous-capitalisation. Dans cet environnement, elles ont logiquement réduit leur offre de crédit, amplifiant ainsi la crise.

... explique Florence ASTIER,  
économiste à la Société Générale

La crise bancaire est cependant nettement plus accentuée au Japon, remarque Florence Astier. Contrairement à celui d'outre-Rhin, le véritable état de la sous-capitalisation des établissements nippons est masqué par des règles comptables très favorables quant à la composition du noyau dur des fonds propres (les *Tiers-1*). En Allemagne, la baisse de la marge nette d'intérêt a pu être stabilisée ; elle continue à baisser au Japon. Ensuite, si les banques japonaises croulent toujours surtout sous l'ampleur des créances douteuses, les banques allemandes ont réagi plus rapidement et de manière plus offensive par une nette augmentation de leurs provisions, des restructurations internes et des coupes claires dans les dépenses.

Austérité, certes.  
Mais pas de *credit crunch*,...

Si la situation des banques allemandes montre des signes d'amélioration, le secteur n'en a pas moins traversé la crise la plus grave d'après-guerre : actuellement, plus aucun établissement de crédit n'est doté d'un triple A. Conséquence : les banques mettent plus qu'avant l'accent sur la prudence et le risque. Après avoir mis en place des programmes d'austérité voici plus d'un an (notamment des licenciements et des fermetures de succursales), les banques se montrent désormais plus prudentes dans l'engagement de nouveaux crédits. L'accroissement des crédits aux entreprises et aux professions libérales est ainsi en baisse depuis 2000. De plus en plus de dirigeants de PME et TPE se plaignent d'un durcissement de l'accès aux prêts ou aux lignes de crédits. Ce rationnement de l'offre de crédit concerne toutes les catégories de banques, bien qu'il soit un peu moins marqué pour le secteur des caisses d'épargne. Mais contrairement à un véritable *credit crunch*, l'évolution ne sort pas significativement de sa tendance conjoncturelle habituelle, souligne Norbert Irsch. Avec l'amélioration conjoncturelle dès la seconde moitié de 2003, les crédits sont en effet repartis à la hausse.

...souligne Norbert IRSCH,  
économiste en chef  
de la KfW-Bankengruppe

Les caisses d'épargne  
resteront partenaires  
des PME/TPE,...

Le secteur le plus actif dans le financement des PME/TPE est celui des caisses d'épargne. Sa part de marché s'élève à 42 % de l'ensemble des crédits aux entreprises, à 67 % du financement des entreprises artisanales, à 55 % des crédits aux communes et à 50 % pour les créateurs d'entreprises. La nouvelle réglementation concernant les fonds propres (Bâle II), affecte directement les conditions de financement des PME. Cette tendance peut encore s'accroître si les banques privées se retirent des affaires avec la petite clientèle. Cependant, la relation de confiance entre les caisses d'épargne et les entreprises et la mission d'intérêt général du secteur garantiront également à l'avenir une fourniture de services financiers aux PME, affirme Peter Konesny. En effet, si on pouvait craindre une détérioration des conditions de financement causée par le nouvel accord, le résultat final est plus que rassurant : en moyenne, le ratio des fonds propres reste au niveau actuel (8 %). Mais en même temps, il y aura un écart accru des conditions entre les gros et les petits risques. Pour la petite clientèle, l'exigence de fonds propre tombera même en dessous de 8 % (par exemple, sur la base d'une probabilité de défaut de 2 %, la nouvelle exigence de fonds propres par rapport aux crédits ne sera que de 5,5 %). Par ailleurs, la subvention des mauvaises solvabilités par les bons risques sera abolie. Enfin, le système de notation interne augmentera l'efficacité de l'ensemble du système économique et financier, car non seulement il rend meilleur le niveau d'informa-

tion pour l'établissement bancaire, mais la notation sert également à l'entreprise comme moyen de gestion et peut être utilisée comme instrument de marketing.

Si l'augmentation de la transparence pour le client à l'égard du risque et du prix de son crédit n'est pas sans conséquences pour le métier de la banque qui voit ses compétences élargies vers le domaine du conseil économique, les conséquences les plus lourdes seront incontestablement à chercher du côté de la traditionnelle PME allemande. Fonctionnant sur le principe selon lequel les crédits à long terme servent de substitut pour des taux de capitaux propres faibles, Bâle II modifiera le financement des PME, car les prêts à long terme seront, davantage que par le passé, ajustés au risque. Mais comme la plupart des PME ne représentent pas des volumes intéressants pour la bourse, ainsi que le souligne Peter Konesny, la banque restera leur interlocuteur privilégié.

Si, d'une certaine manière, la nouvelle réglementation du comité de Bâle arrive au bon moment pour les banques allemandes en soutenant leurs efforts de mise en place d'un dispositif plus rigoureux de calcul des coûts et des risques de crédit, il ne pourra pas remplacer des stratégies à long terme plus sophistiquées. Pour Norbert Irsch, il existe cinq options stratégiques : (1) la baisse des coûts par des fusions permettant une meilleure maîtrise d'activités éclatées et la réalisation d'économies d'échelle pour les produits standardisés ; (2) la formation de groupes multi-finance pour mettre en valeur des potentiels de ventes croisés ; (3) la focalisation sur des domaines d'activités à rendement élevé comme la gestion d'actifs au détriment du crédit à l'entreprise ; (4) la spécialisation sur des régions, produits ou cibles déterminés afin de tirer un profit maximum du savoir-faire et de l'orientation aux besoins réels et, enfin, (5) la décomposition de la chaîne des plus-values afin de baisser les frais de gestion. Ces stratégies représentent-elles des options répondant aux nécessités ou s'agit-il de stratégies qui, à terme, transformeront le secteur tout entier, mettant tôt au tard en cause les spécificités du système bancaire allemand ?

La question de savoir si le système allemand est un système pérenne se pose à trois niveaux : ceux du lien banque-industrie-assurance, des trois piliers du système bancaire et de l'organisation plus générale du système économique et social. Concernant le premier niveau, c'est-à-dire la relation spécifique entre banque, industrie et assurance, on constate que le processus de vente de participations a démarré, incité et entretenu par la fenêtre d'opportunité offerte par la défiscalisation des plus-values. Mais il se déroule pour l'instant essentiellement par échange de titres entre banques plutôt que par cession et n'affecte pas vraiment le cœur des liens banque-industrie, souligne Gabriel Colletis. On peut s'interroger sur les causes d'une telle stabilité. Inertie des comportements, préférence bien ancrée pour des relations de long terme, baisse sensible de la valeur des titres et donc diminution importante de l'espoir de réaliser des plus-values ? L'autre lien, celui avec l'assurance, est également peu concerné, car chacun des deux grands assureurs allemands entretient depuis longtemps un lien privilégié avec une *Hausbank* : l'Allianz avec la Dresdner, Münchener Rück avec HVB. Par ailleurs, la complémentarité entre l'assurance et la banque est aujourd'hui largement acceptée à travers le monde. Finalement, pour les banques comme pour les assureurs, la vente de participations sert deux objectifs : le recentrage des liens entre banque, industrie et assurance pour rendre le système plus efficace, et l'eupéanisation de ces liens. Dans ce dernier domaine, l'assureur Allianz est le plus avancé.

A quelques exceptions près comme la WestLB, le concept de la banque universelle concerne surtout le secteur de la banque privée. Ceci renvoie au deuxième niveau : celui des trois piliers. Là aussi, le mouvement de restructuration est engagé depuis un certain moment, comme en témoigne le secteur des caisses d'épargne. Compte tenu de l'abandon de la garantie étatique à partir de 2005, et bien que le caractère effectif de cette échéance soit bien moins contraignant qu'il n'y paraît, ce secteur est en première ligne dans un processus

... affirme Peter KONESNY, directeur de département au Deutscher Sparkassen- und Giroverband DSGV

Recentrage, restructuration ou nouvel équilibre?

Stabilité du lien banque-industrie, selon Gabriel COLLETIS, professeur à l'Université de Toulouse 1

Le système à 3 piliers continuera de garantir une offre diversifiée,...

... estime Jean BACHÉLERIE, directeur Europe à la BNP-Paribas

de restructuration bien engagé : fin 2003, il n'y avait plus que 489 caisses d'épargne. Dix ans plus tôt, elles étaient encore 700. Mais ce processus de 20 à 25 fusions par an n'est pas encore terminé. Dans l'autre secteur, les coopératives de crédits, la tendance est similaire. L'heure n'est pas à la fusion des trois piliers, comme l'illustre le refus du maire de Stralsund de vendre sa caisse d'épargne. Le système des trois piliers reste en effet le garant d'une offre diversifiée, souligne Jean Bachellerie, car chacun d'entre eux possède une clientèle spécifique, reflétant ainsi la totalité et la diversité de la société allemande.

Les économies dominées  
par les banques  
sont plus efficaces,...

... rappelle  
Hans-Helmut KOTZ,  
membre du directoire  
de la Bundesbank

Si le système bancaire allemand s'adapte tout en restant attaché non seulement à la banque-industrie-assurance, mais également au système à trois piliers, la réponse à la question sur l'avenir du système bancaire allemand est finalement à chercher du côté de la place que le système économique, politique et social souhaite attribuer aux banques, c'est-à-dire au financement par crédit bancaire, d'une part, et aux marchés financiers, de l'autre. Dans ce contexte, le modèle allemand s'oppose toujours nettement au modèle anglo-saxon où les banques prennent un rôle nettement moins important dans le financement des entreprises. Les économies dominées par les banques vont mieux, au moins sur le long terme, comme le souligne Hans-Helmut Kotz. Dans leur fonction d'intermédiation, elles assurent une fonction de contrôle et de diffusion d'information, rendant le système économique plus efficace. Et, avec un coût du capital plus bas, le financement bancaire contribue à un environnement favorable à l'investissement, ce qui explique la corrélation parfaite sur le long terme entre l'évolution du DAX et la capitalisation des banques.

Vers une hybridation  
des modèles

Avant qu'un nouveau partage des rôles entre banques et marché soit trouvé, les systèmes continueront à évoluer, face à des situations de crise comme celle que connaît actuellement l'Allemagne, face à des phénomènes de modes (comme la banque-assurance, la banque de marché, etc.) et face à des *benchmark* comme ceux posés par le renouvellement du capitalisme anglo-saxon. Mais plutôt que de s'orienter vers un seul modèle, les systèmes réagiront plus vraisemblablement chacun à sa manière, avance Hans-Helmut Kotz. Plutôt que de disparaître pour laisser place à un nouveau modèle, les modèles existants évolueront en intégrant certaines des caractéristiques de l'autre. L'Allemagne, en préservant son modèle d'économie sociale de marché tout en intégrant aussi des pratiques du modèle de marché, mais également la France, en combinant son capitalisme d'Etat avec des pratiques anglo-saxonnes, confirment parfaitement cette hybridation.

**LES BANQUES ALLEMANDES ONT TRAVERSÉ** la crise la plus grave de leur existence sans perturber le système économique et financier. On peut voir là une preuve de la solidité du système bancaire allemand, certifiée encore récemment par la Bundesbank. Que dire finalement des banques ? Si on penche pour la rentabilité, c'est-à-dire si le *benchmark* est le modèle anglo-saxon, cette rentabilité ne peut pas être jugée sans la stabilité et la sécurité du système comme contre-poids. Certaines des banques anglo-saxonnes qui « sur-performent » actuellement le seul *global player* allemand, la Deutsche Bank, se trouvaient dans une situation bien pire que lui il y a dix ans. Un système qui assure à la fois une forte rentabilité et la stabilité comme la sécurité à long terme reste encore à inventer. Le modèle allemand combine rentabilité avec stabilité. C'est peut-être là la véritable spécificité du système bancaire allemand – par delà la *Hausbank*, la banque-industrie ou le système à trois piliers – parfaitement en ligne avec cette « société consensuelle » qui caractérise nos voisins.

(Synthèse : Markus Gabel)

Actes de la journée d'études prochainement disponibles sur le site du CIRAC : [www.cirac.u-cergy.fr](http://www.cirac.u-cergy.fr)